

06h00
Par **ODILE FAURE**

L'efficacité sociale



Kenny Bertonazzi : « Nous ne sommes pas dans une notion d'assistanat. Si les personnes s'en sortent, elles ne le doivent qu'à elles-mêmes ». **PHOTO DAVID LE DÉODIC**

L'entretien

RECUEILLI PAR

PUBLICITÉ

Il lance un concurrent de La Poste

Grâce à ses moyens numériques, Step lance deux nouveaux services pour les entreprises et les particuliers.

Le premier, GEP post, consiste à imprimer, mettre sous pli et expédier le courrier tous les jours, 24 heures sur 24, le jour même pour tous les dépôts avant 16 h 30 ; en J + 1 pour les dépôts après 16 h 30.

Le second service, Gep family picture, qui s'adresse davantage aux particuliers, « redonne vie aux négatifs photos » en numérisant les négatifs, diapositives, etc.

« Sud Ouest ». Qu'est-ce qu'une entreprise d'insertion ?

Kenny Bertonazzi. Une entreprise d'insertion s'appuie sur son support économique pour intégrer, sur un contrat de droit commun de deux ans, des personnes en situation de difficulté face à l'emploi sur son territoire. À Step, elles nous sont envoyées par Pôle emploi, la Mission locale, le club emploi du Hameau, le Conseil général, Cap emploi...

Les organismes repèrent les personnes pour vous ?

Ils sont en rapport direct avec elles. Ils nous les orientent par fiche de liaison. Cela évite les dérives, sachant que les embauches sont validées par Pôle emploi.

Comment les sélectionnez-vous ?

On choisit les personnes qui répondent le mieux à nos attentes. Nous recrutons uniquement sur les compétences, avec une charte pour lutter contre la discrimination. À partir du moment où les personnes nous sont adressées, nous ne nous occupons plus du social. Nous ne pouvons pas juger nous-mêmes.

Les employés sont-ils ensuite intégrés comme des personnes « normales » ?

Ils sont dans un environnement de travail. On les inscrit dans une démarche de progrès. On ne leur demande pas d'arriver au standard de production, mais il faut qu'il y ait de la progression. On s'inscrit

dans une spirale ascendante dans laquelle le collaborateur est l'acteur principal. L'idée est qu'il s'appuie sur nos moyens mis à disposition sans que nous fassions les choses à sa place. Nous ne sommes pas dans une notion d'assistanat. Nous jouons un rôle d'appui. Si les personnes s'en sortent, elles ne le doivent qu'à elles-mêmes. Nous sommes une passerelle vers l'emploi.

Une passerelle vers l'emploi ?

Nous sommes là pour les aider dans leur projet professionnel. Nous avons une personne dédiée à cette activité à Step. Elle est en lien avec le marché caché de l'emploi. Les entreprises viennent aussi chez nous par le biais d'ateliers pour démystifier leur secteur. Une de nos anciennes employées a été embauchée chez L'Oréal suite à la présentation de la branche chimie. Elle a fait un stage à la Sobegi, puis elle a été recrutée. D'autres sont également au Crédit Agricole ou dans le groupe Safran.

Depuis dix ans, une centaine de personnes sont passées par Step. En sortant de chez nous, 50 % vont vers l'emploi en CDD ou CDI et 7-8 % en formation. Un an après être partis de Step, 64 % ont un emploi, dont 63 % en CDI ou CDD longue durée et 37 % en CDD court ou en intérim.

Les personnes envoyées chez vous viennent-elles toujours des quartiers Ousse-des-Bois ou Saragosse à Pau ?

C'est toujours le cas pour une partie, mais on a besoin d'apporter de la diversité.

L'existence des entreprises d'insertion ne révèle-t-elle pas une carence de notre société ?

Aujourd'hui, les décisions prises par les entreprises - je sélectionne au maximum pour être performant - génèrent des personnes exclues. À ce moment-là, celles-ci ne sont pas suffisamment compétitives sur le territoire parce qu'elles manquent de qualification, la carrière est trop hachée, la situation est difficile socialement, et puis il y a les questions de discrimination. La discrimination n'étant pas seulement la couleur de peau. Ce sont aussi les questions d'esthétisme : trop gros, pas assez beau, bizarre, issu d'un syndicat, âgé, femme...

C'est pour cela que nous avons une fonction de cohésion sociale. Le fait de pouvoir salarier une personne, c'est bon pour la personne, mais c'est aussi bon pour la collectivité. Il y a un impact sur la vie, le foyer, le voisinage, le quartier. Un de nos leitmotivs est de dire que 1 € investi dans une entreprise d'insertion, c'est plus de 2 € d'économisés pour la société (baisse de consommation médicamenteuse et des conduites à risque).

Tout le travail de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) n'impacte pas que la vie de l'entreprise, mais aussi le recrutement. Il y a un long chemin à faire.

Aujourd'hui, les entreprises d'insertion ont fait preuve du bien-fondé du modèle et de leur action. Nous avons donc besoin de proposer de nouvelles embauches. Il faut que l'État nous aide. Nous proposons donc de mettre en place un plan national de développement de l'insertion sur cinq ans (2012-2016) avec l'objectif de proposer chaque année un travail à 150 000 personnes.

Les promesses de Frédéric Lefèbvre (2) de vous octroyer une partie du grand emprunt lors de son passage à Pau ont-elles été concrétisées ?

Les entreprises d'insertion reçoivent des aides de l'État pour compenser les efforts réalisés et pour leur permettre de mener à bien leur mission. Elles ont, de fait, plus de turn-over. Elles ne capitalisent pas sur les personnes. Car tous les six-neuf mois, une partie de l'équipe bouge, les personnes qui arrivent ont besoin de prendre confiance en elles.

Tout ceci génère un coût important par rapport aux autres entreprises du secteur si l'on veut rester compétitif. C'est celui lié à l'accompagnement, dont la formation professionnelle. Malgré le soutien de Total, aujourd'hui, ce n'est plus possible. Le danger, c'est que les entreprises d'insertion tapent trop dans l'autofinancement.

C'est normal, mais il ne faut pas déséquilibrer. Les aides ne sont pas revues depuis 2002 quand le Smic, lui, augmente de 40 %. Donc, aujourd'hui, nous n'avons pas d'avancée significative.

L'idéal serait que vous n'existiez pas ?

Oui, c'est ce qu'on peut tous espérer, mais nous n'en prenons pas le chemin dans notre monde ultra-compétitif, même si des changements viendront. On fait de plus en plus attention à ce qu'on achète. Si on pouvait avoir cette vision sur la production européenne... Les gens n'imaginent pas comment le social et l'environnement sont importants et doivent guider nos choix de consommation.

(1) Step, Hélioparc, 2 avenue du Président Pierre-Angot à Pau. Tél. 05 59 14 78 79. (2) Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation.

Chaque mois, rencontre avec un homme ou une femme qui fait l'actualité du Béarn

SUDOUEST.FR

Réagissez sur notre site www.sudouest.fr ou contactez-nous à pau@sudouest.fr

l@

© www.sudouest.fr 2011